

3^{ème} Anniversaire du Collectif du 21 octobre
Lundi 21 octobre 2013 19h
Soirée Projection – Débat Film Diaz au Cinéma Le Zola

Intervention de Checchino Antonini
Traduction et mise en page collective

Plusieurs années après l'évènement, face au tribunal de Gênes qui jugeait la nuit « chilienne » de l'école Diaz le représentant du ministère public Enrico Zucca aurait expliqué combien il avait été difficile de juger des policiers.

Il aurait dit que c'était comme juger des maffieux ou des violeurs. De fait dans les cas de violence sexuelle le discrédit de la victime est amplifié « qu'as-tu donc fait pour te faire maltraiter ainsi ? Ne serait-ce pas toi qui aurais provoqué ?... » Dans les procès intentés aux Boss/patrons sont mis en œuvre les mêmes mécanismes de loi du silence et de couverture qui rendent difficile l'obtention d'informations. Mafiosi et violeur selon le jugement public ont la même aura d'intangibilité moins grave que celle de celui qu'on considère comme un ennemi de l'état, alors la tentation de violer la loi est très forte. Aux States, patrie de la brutalité policière, quand la police commet des exactions on dit qu'elle a franchi *la ligne bleue*. C'est derrière cette ligne qu'elle se retire, dressant une espèce de mur de gomme pour couvrir les enquêtes sur ses exactions.

Ce procès des vingt neuf fonctionnaires de police, accusés à des titres divers de coups blessures et abus contre des manifestants arrêtés de façon illégitime le 21 et le 22 juillet 2001, ce procès donc a été un procès à *la ligne bleue*.

C'est ainsi qu'aurait parlé ce magistrat, sept ans après les faits, commençant un très long réquisitoire après une enquête très difficile. Les gouvernements de droite et de centre gauche n'auraient jamais mis à pied le chef de la police qui à son tour aurait continué à promouvoir tous les fonctionnaires impliqués dans les violences. Les parlements n'ont jamais voulu d'enquête parlementaire sérieuse, tous les journaux (exceptés ceux de l'extrême gauche) et les télévisions ont toujours suivi cette version officielle qui se complaisait à montrer l'image de Gênes sous l'attaque des « black blocks », la police aurait boycotté l'enquête refusant de collaborer avec les deux ministères publics : par exemple, ils ont fourni des photos extrêmement petites des agents impliqués, photos très anciennes aussi....En fait les auteurs des violences matérielles sont aujourd'hui encore inconnus et, douze ans après les faits, seuls quelques uns de ceux qui commandaient cette nuit là ont été inculpés. De son côté, la magistrature, à quelques exceptions près, s'est montrée complice du gouvernement et de la police. Le cas le plus symptomatique est le classement sans suite de l'homicide de Carlo Giovanni malgré un film montrant que Carlo ne s'est baissé pour prendre l'extincteur qu'après avoir vu le pistolet, tenu par un killer pro, pointé sur lui.

Et bien les juges refusent un procès public, à la famille, arguant qu'il s'agissait de l'utilisation légitime de l'arme, qu'il s'agissait d'une légitime défense de la part du carabinier qui hurlait « bâtards communistes je vais vous tuer tous autant que vous êtes !! » Et il a tué Carlo. Il a dit qu'il avait tiré en l'air et que si Carlo était mort c'était à cause d'une pierre lancée par un manifestant qui avait dévié le projectile. C'est naturellement une version fautive qui ne tient pas la route. Ces jours - ci, justement, s'est enfin ouvert un procès civil qui pourrait restituer la vérité sur l'homicide et sur la tentative de brouillage des pistes qui a suivi cette mort.

Tel était donc le contexte dans lequel les mouvements altermondialistes, les avocats, et surtout les victimes ont dû conduire leur contre enquête. Dès les premières heures qui ont suivi les violences de Gênes, sont nés certains collectifs avec pour objectif de collecter des preuves, des témoignages, des films. Des dizaines de livres ont été publiés, certains films ont

été réalisés et sont sortis (et celui que nous avons vu fait, selon moi, partie des pires) il a été procédé à une importante collecte de documents visuels qui a été étudiée pendant des années par les juristes ainsi que par les médias militants qui les ont soutenus. Pendant des années des concerts et des fêtes ont été organisés pour payer les frais de justice pour les procès de Gênes. Entre temps la situation sociale et politique subissait d'importantes mutations ; les partis de gauche se sont embourbés dans une expérience de faillite gouvernementale, celle de Romano Prodi. Ce gouvernement est tombé au bout de deux ans et l'extrême gauche a disparu du parlement engendrant ainsi une succession de scissions. Le mouvement altermondialiste italien a subi un processus de reflux, de démoralisation et de retour à la maison des multitudes qui s'étaient mobilisées dans la rue contre le G8, contre la guerre d'Irak, celle d'Afghanistan, la globalisation libérale et les lois prohibitionnistes et néolibérales du gouvernement de droite. Plus rien n'était comme dans les années 2001. Les violences de Gênes perpétrées contre ceux qui manifestaient dans les rues, contre ceux qui dormaient à l'école Diaz, et contre les personnes arrêtées et conduites à la caserne Bolzaneto avant d'être triées pour être envoyées dans les différentes prisons, ont renvoyé à l'Italie une image terrifiante des forces de police. Beaucoup de policiers, leurs dirigeants, leurs syndicats, ont accepté de participer à une opération de suspension de la démocratie. À l'issue de son enquête « Amnistie Internationale » évoque la « plus grande suspension des droits de l'homme en occident depuis la fin de la deuxième guerre mondiale ».

Les chœurs de manifestants, les slogans, les témoignages des victimes et enfin les sonneries de leurs téléphones ont révélé le caractère fascisant de la police dans ces années même où elle muait grâce à une réforme du gouvernement de centre gauche conduite par D'Alema. En fait, l'armée était devenue professionnelle. La réforme de la police autorise les militaires à s'engager dans la police peu d'années après la fin de leur contrat. Les soldats ayant joué un rôle dans les scénarii /décors de la guerre globale pourraient intégrer la police. Une police qui se comporte comme une troupe d'envahisseurs contre ses propres citoyens. Sept ans après les faits de Gênes, des sanctions du premier degré ont été prononcées dans le procès pour Diaz et pour Bolzaneto. Pratiquement tous les policiers et tous les militaires impliqués ont été disculpés ou condamnés à des peines ridicules. En Italie le délit de torture n'existe pas bien que mon pays ait signé depuis bien plus de vingt ans la Convention des Nations-Unies. Ainsi, pour les juges il n'a pas été difficile de prononcer des peines scandaleuses cependant un peu corrigées dans les différentes étapes judiciaires qui ont suivi. Pendant ce temps là les différents responsables des violences gravissaient les échelons de la hiérarchie de la police d'état et continuaient à être des protagonistes de la répression contre les mouvements sociaux et les opposants politiques.

Dans le même temps 10 manifestants pêchés au hasard parmi les 300000 qui ont manifesté à Gênes étaient condamnés à des peines très lourdes, jusqu'à 14 ans de prison pour avoir endommagé des objets, pour avoir à peine donné un coup de pied dans une vitrine déjà cassée. Par contre la sentence de ce procès établit une chose très importante : les carabinieri ont attaqué le cortège des « tute bianche » sans aucune raison et illégalement. En outre ils ont opéré avec des armes non autorisées, illégales elles aussi. Par exemple ils auraient maquillé des barres de fer en matraques. Mais aucune enquête judiciaire n'a suivi cette sentence.

Depuis Gênes, au moins 17 mille travailleurs, étudiants, précaires, antifascistes ont eu des ennuis avec la police pour des délits liés aux conflits sociaux. Depuis quelques mois dans le sillage de l'exemple français un appel à l'amnistie sociale a été lancé. La tendance de la partie la plus réactionnaire de la magistrature est d'appliquer aux squatters comme à ceux qui luttent contre le TAV ou contre un incinérateur les mêmes mesures (de constitutionnalité douteuse) que celles utilisées contre les organisations terroristes. Ce qui contraint des milliers de militants et leurs organisations à se replier et à employer tout leur temps libre à organiser leurs batailles juridiques respectives. La faiblesse de la gauche rend impossible une bataille

générale contre la répression ou pour l'obtention de mesures banales comme un code alphanumérique qui permettrait d'identifier ces policiers qui agissent sous couvert d'ordre public.

Tout cela dans une société désagrégée par la crise et plus encore par les processus de restructuration du néolibéralisme. Incapables d'élaborer un consensus autour des procès ou processus de boucherie sociale, les partis italiens (depuis l'extrême droite jusqu'au parti démocratique qui est l'équivalent de votre PS), ont travaillé à terroriser la société, pour transformer l'imaginaire collectif et imposer sur la scène publique la notion de *conflits horizontaux* qui servent à masquer la brutalité de la guerre de classe : opposant les italiens et les migrants, les septentrionaux et les méridionaux, les citadins et les étudiants des banlieues, les vieux et les jeunes, les travailleurs à contrat permanent et les précaires, les italiens et les Roms...etc.

En résumé, promouvoir la guerre des avants derniers contre les derniers, la guerre entre les pauvres. Il s'agit de ce que les journalistes appellent « l'urgence sécurité » qui a donné le « pack sécurité » un ensemble de lois d'exception qui serviraient à contenir la micro criminalité ou l'illégalité diffuse de certains secteurs sociaux. Les corps de police se sont multipliés et l'Italie se vante d'avoir le plus grand nombre de polices : nationale, militaire, régionale, provinciale, fluviale, forestière, communale, champêtre, funéraire, routière, ferroviaire, aéroportuaire. Des dizaines de milliers de *robocops* déployés sur toute la Botte à la chasse aux comportements déviants, pour sanctionner les modes de vie des jeunes, des migrants ou les comportements conflictuels des mouvements sociaux. Et dans tout ça la police tue. Nous parlons alors de cas de mauvaise police pour lesquels il faut systématiquement mettre en œuvre des contre enquêtes fastidieuses pour les parents des victimes ceci afin d'arriver jusqu'à un procès dans le but de dépasser la ligne bleue évoquée au début.

Dans ce sens on peut affirmer que l'Italie est *le pays des comités* : composés d'hommes et de femmes qui s'auto organisent pour réclamer justice et vérité et qui pour en obtenir quelques bribes, sont contraints de raconter des milliers de fois leur expérience de vie la plus traumatisante : mort d'un fils, d'un frère, d'un fiancé, tué par la main d'un policier, d'un mafieux, d'un 007 ou de celle des fascistes.